

## CONFLIT EN SYRIE

## Début à Astana des pourparlers de paix directs intersyriens

**Les émissaires du gouvernement de Bachar Al-Assad et l'opposition syrienne ont commencé, hier dans la capitale du Kazakhstan Astana, leur premier round de négociations de paix directes depuis le début de la crise en Syrie.**

La première séance a été ouverte par le ministre kazakh des Affaires étrangères, Kaïrat Abdrakhmanov, devant les deux délégations, rassemblées dans une même pièce autour d'une grande table circulaire à l'hôtel Rixos d'Astana.

M. Abdrakhmanov a déclaré, lors de son allocution, que «le seul chemin pour régler la situation en Syrie doit être celui des pourparlers».

«Cette rencontre est une démonstration claire des efforts de la communauté internationale vers un règlement pacifique de la situation en Syrie», a déclaré M.

Abdrakhmanov, lisant une déclaration du Président kazakh Noursoultan Nazarbaïev.

«Le seul chemin pour régler la situation en Syrie doit être celui des pourparlers, fondés sur une confiance et une compréhension mutuelle», a-t-il ajouté. Les parties concernées par ces discussions ont assuré que les pourparlers d'Astana seraient avant tout centrés sur le renforcement de la trêve entrée en vigueur le 30 décembre.

Les négociations d'Astana, qui vont durer plusieurs jours, doivent poser les bases d'un règlement à



La délégation du régime syrien aux pourparlers à Astana.

même d'être approfondies lors de prochaines discussions de paix sous l'égide de l'ONU à Genève le 8

février, a-t-on indiqué. L'objectif pour Damas est aussi de faire avancer une solution politique «globale»

après près de six ans de guerre. Le Président Bachar Al-Assad a ainsi appelé les groupes de l'opposition à livrer leurs armes en échange d'une amnistie. A ce propos, le porte-parole du ministère iranien des Affaires étrangères a indiqué hier que ces négociations sont «cruciales» pour maintenir la trêve en Syrie.

«Les négociations intersyriennes qui se tiennent à Astana contribueront au maintien du cessez-le-feu et à la recherche d'une solution politique à la crise syrienne», a ajouté le porte-parole Bahram Qasemi.

«La consolidation de la trêve est considérée comme le sujet majeur de cette réunion de deux jours à Astana», a-t-il estimé, soulignant que «cette réunion servira également à faciliter l'acheminement de l'aide humanitaire vers ce pays arabe».

Photos : DR

## USA

## Trump promet de supprimer 75% de la réglementation aux États-Unis

**Le président des Etats-Unis Donald Trump a reçu hier matin 12 chefs d'entreprise à la Maison Blanche, leur promettant des baisses «massives» d'impôts et une réduction de 75% de la réglementation.**

«Nous pensons que nous pouvons réduire la réglementation de 75%, peut-être plus», a-t-il affirmé devant les journalistes en début de réunion, tout en assurant, sans autres précisions, que la sécurité des employés et la protection de l'environnement seraient garanties. «Nous allons baisser les impôts de façon massive, à la fois pour la classe moyenne et pour les entreprises», a-t-il ajouté, martelant sa volonté de «faire revenir les emplois» aux Etats-Unis et de favoriser la production des produits sur le sol américain.

Parmi les dirigeants d'entreprises présents, figuraient en particulier Mark Fields (Ford), Marillyn Hewson (Lockheed Martin), Alex Gorsky (Johnson&Johnson), Michael Dell (Dell), ou encore Elon Musk (SpaceX) et Kevin Plank (Under Armour). «Le problème de de la réglementation que nous avons aujourd'hui est que vous ne

pouvez rien faire (...) c'est devenu hors de contrôle», a-t-il ajouté. «Nous allons nous occuper de l'environnement et de la sécurité et de toutes les autres choses dont nous devons nous occuper», a-t-il encore dit. «J'ai reçu beaucoup de récompenses pour l'environnement mais certains de ces trucs rendent impossible de construire quoi que ce soit, cela prend des années et des années». «Nous aurons une réglementation qui sera tout aussi forte et tout aussi bonne et tout aussi protectrice des gens que celles que nous avons aujourd'hui», a-t-il encore dit, sans aucune autre précision. Le nouveau président a une nouvelle fois lancé un avertissement aux groupes américains qui seraient tentés de délocaliser leur production: «Ils devront payer une taxe, une importante taxe à la frontière», a-t-il mis en garde.

Après un premier week-end à la Maison Blanche marqué par des manifestations massives d'opposants, à Washington et ailleurs, le président républicain a prévu d'y signer lundi une série de décrets pour traduire dans les faits certains de ses engagements de campagne. L'exécutif américain est jusqu'ici resté très évasif sur le contenu des décisions à venir, comme sur le calendrier.

## ESPAGNE

## Le parti Podemos réitère son engagement envers la cause sahraouie

**Le parti espagnol, Podemos, a réitéré à Santa Cruz De Tenerife (province espagnole) son engagement de principe envers le peuple sahraoui et son droit à l'autodétermination et à l'indépendance.**

Cet engagement a été renouvelé à l'issue d'une réunion des dirigeants régionaux du parti tenue samedi à Santa Cruz De Tenerife.

Le représentant du Front Polisario aux Iles Canaries, Hamdi Mansour, qui a pris part à cette rencontre à l'invitation du parti, a présenté un exposé sur la cause sahraouie à travers lequel il a passé en revue les évolutions que connaît le dossier sahraoui aux niveaux régional, africain et international, a indiqué l'agence de presse sahraouie (SPS).

Dans un débat ayant suivi la prise de parole de M. Hamdi, des intervenants ont vivement critiqué les gouvernements successifs de l'Espagne lesquels, «au lieu d'as-



sumer leurs responsabilités historiques envers le peuple sahraoui, cèdent à la pression et aux chantages du régime marocain, et lesquels (gouvernements espagnols) sont devenus défenseurs du plan colonial du Maroc en violation de la légalité internationale», a précisé SPS. Avant de conclure les travaux de la réunion, il a été procédé à la lecture d'un projet de motion de soutien et d'appui au combat du peuple sahraoui pour

son droit inaliénable à l'autodétermination et à l'indépendance. Inscrit depuis 1966 sur la liste des territoires non autonomes des Nations-unies, donc éligible à l'application de la résolution 1514 de l'Assemblée générale de l'ONU portant déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et peuples colonisés, le Sahara occidental est la dernière colonie en Afrique, occupée depuis 1975 par le Maroc, soutenu par la France.

## CÔTE D'IVOIRE

## D'importants mouvements sociaux enregistrés lundi

**Des mouvements sociaux ont eu lieu hier dans plusieurs villes de Côte d'Ivoire, notamment à Abidjan où des ex-militaires ont bloqué l'autoroute du nord, dans le sillage de la grève des fonctionnaires qui paralyse lycées et collèges.**

A Abidjan, des hommes en treillis en colère ont érigé dans la matinée des barrages bloquant la circulation sur la principale autoroute à la sortie de la mégapole à hauteur du quartier populaire de Yopougon, selon des témoins.

Une source proche de la présidence a précisé qu'il s'agissait «d'ex-DDR» (anciens soldats ou rebelles ayant bénéficié de primes de démobilisation et réinsertion).

«Le calme est revenu, la circulation est rétablie», a affirmé à l'AFP une source sécuritaire. Dans l'est, dans le quartier de «la Riviera Sol Béni» des pompiers ont également bloqué la circulation sans que les raisons de leur

manifestation soit clairement établies, selon plusieurs médias ivoiriens. La plupart des lycées et collèges publics de la capitale économique sont restés fermés. «Nous rentrons à la maison, nos professeurs sont en grève», ont dit à l'AFP des lycéens à Adjamé, quartier populaire d'Abidjan. D'autres élèves ont quitté leur établissement à Cocody, a constaté un journaliste de l'AFP. La fronde sociale a également touché des villes de l'intérieur, notamment Bouaké, deuxième ville du pays et épicentre de la mutinerie militaire des dernières semaines, Daloa (centre-ouest) et Man (ouest), selon des médias ivoiriens.

A Bouaké (centre) des centaines d'élèves sont sortis dans la rue et ont paralysé la circulation. «Nous demandons au gouvernement de régulariser la situation des enseignants pour une reprise des cours» a affirmé à l'AFP Mamadou Soro, l'un de leur porte-parole, élève en terminal.

Kouassi Kouadio Justin, qui passe son baccalauréat cette année, se plaint à l'AFP du «retard que prennent les cours» et qualifie cette

grève de «situation chaotique». «Nous ne savons pas pourquoi le gouvernement met tout ce temps pour résoudre le problème des fonctionnaires alors qu'ils ont réglé le problème des militaires» s'est également plaint un autre élève. Les grévistes demandent des augmentations de salaires, le paiement de certains arriérés de primes, et protestent contre une réforme des retraites intervenue en 2012 dont les premiers effets se font sentir en 2016, avec la mise à la retraite de fonctionnaires touchés par la loi.

Cette réforme fait passer l'âge de la retraite de 55 à 60 ans, voire 65 ans pour les grades les plus élevés. Les cotisations augmentent de 6 à 8,33% du salaire, alors que les pensions ont été réduites de 30 à 50%. De nombreux observateurs estiment que les concessions faites aux militaires ont renforcé les fonctionnaires dans leur conviction de pouvoir faire fléchir le gouvernement. Dimanche soir, un communiqué syndical lu à la télévision, avait pourtant annoncé la suspension de la grève. Joint au téléphone, le président de la

Plateforme nationale qui regroupe une cinquantaine de syndicats, Théodore Gnagna Zadi, qui avait lu le communiqué à la télévision, a dit à l'AFP avoir «subi des pressions». Selon lui, il a été convié à discuter avec le Premier ministre Amadou Gon Coulibaly en soirée dimanche. Selon ses dires, le Premier ministre lui a dit de lancer un appel à la reprise du travail «sinon nous serions responsables de tout ce qui adviendrait. Donc j'ai parlé comme il m'a demandé.

Ça n'engage que moi ? pas mes camarades». «Je m'inquiète pour ma sécurité», a-t-il ajouté, déclarant «ne pas être sûr d'être présent aux nouvelles négociations» prévues mardi. Certains syndicats ont effectivement demandé à leurs adhérents de reprendre le travail, assurant qu'ils seraient présents à ces négociations mardi.

De source proche du pouvoir, on assure n'avoir fait «aucune menace ou pression». Le gouvernement affirme avoir donné satisfaction aux grévistes sur la réforme des retraites et se dit optimiste pour une reprise du travail mardi.